

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION

Comptes rendus analytiques des séances tenues à Genève
du 2 au 31 juillet 1975

1953^e séance

Mercredi 2 juillet 1975, à 15 h 30

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1953

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Ouverture de la session

1. Le PRÉSIDENT déclare ouverte la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social et souhaite la bienvenue au Secrétaire général.

Déclaration du Président du Conseil économique et social

2. La présente session se tient trente ans après la fondation de l'Organisation des Nations Unies, trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale et pendant une année à laquelle la fin de la guerre d'Indochine confère une signification exceptionnelle. Cette année 1975 sera également marquée par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au développement et à la coopération économique.

3. Avec l'accession à l'indépendance d'un grand nombre de pays jusqu'alors dominés par les puissances coloniales, le caractère et les objectifs des Nations Unies ont changé. Ces pays ont pu faire entendre leur voix sur la scène internationale et ils ont pris conscience de leurs droits et de leurs possibilités. En même temps, l'accroissement effréné de la population dans les pays en voie de développement et l'augmentation de la demande des consommateurs dans les pays développés exercent des pressions sur l'espace vital, sur les ressources et sur l'environnement. Face à cet état de choses, la désillusion a gagné les esprits. La situation est assurément grave, aussi bien pour les pays riches que pour les pays pauvres, mais il y a quand même quelques raisons d'espérer.

4. Un grand nombre de pays en voie de développement ont réalisé des progrès considérables malgré le manque de

ressources, l'insuffisance des capitaux, la détérioration des termes de l'échange et d'autres problèmes sociaux et politiques. Ces pays ont édifié leur infrastructure économique et sociale, accru leur production agricole, créé et diversifié leur industrie, entrepris des réformes sociales et adopté quelques premières mesures en vue de maîtriser l'accroissement démographique et de protéger l'environnement.

5. Le transfert de ressources vers les pays producteurs de pétrole sert à créer de nouveaux centres d'activité économique et de transformation sociale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les populations des pays en cause peuvent désormais aspirer à une vie meilleure, et la croissance économique dans ces pays peut avoir un effet bénéfique sur les régions intéressées dans leur ensemble. En outre, les pays producteurs de pétrole apportent désormais de fortes contributions aux programmes internationaux, régionaux et bilatéraux de développement et de coopération économiques, leur participation dépassant déjà sensiblement en pourcentage l'objectif de 1 p. 100 du PNB envisagé dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement¹.

6. Enfin, il y a eu une évolution de la conception de la responsabilité internationale, conception que la Charte des Nations Unies exprime par l'engagement de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Il y a loin du plan Marshall et de l'aide extérieure à l'idée d'un ordre économique explicitement conçu pour rendre les relations économiques et

¹ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970.

sociales de l'humanité plus équitables et plus rationnelles. La Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire², tout en montrant bien à quel point on est encore loin de ces objectifs, témoigne de la révolution qui s'est opérée dans les conceptions de responsabilité sociale à l'échelle du globe et de coopération économique internationale.

7. On peut laisser de côté la question de savoir si l'ONU cherche à établir un nouvel ordre économique international ou à améliorer l'ordre actuel. Les problèmes particuliers devront être réglés par des négociations entre nations. Toutefois, le Président voudrait faire quelques remarques au sujet de la signification du nouvel ordre économique tel qu'il le voit.

8. Demander que les relations économiques entre les nations soient transformées ne revient pas forcément à demander que les richesses existantes soient redistribuées : il ne sert pas à grand-chose de débattre de la façon dont ces richesses ont été acquises dans le passé. Le nouvel ordre économique n'est pas destiné non plus à instituer un contrôle bureaucratique des activités économiques à l'échelle mondiale. C'est plutôt une invitation à entreprendre des réformes dont la nécessité est évidente. Il s'agit d'adopter au niveau international des principes qui sont déjà tenus pour acquis dans les politiques nationales mais qui n'étaient pas appliqués jusqu'ici à l'ordre international, et dont l'absence est de plus en plus clairement démontrée par le gaspillage, l'instabilité et les bouleversements actuels. Le nouvel ordre économique international est fondé en particulier sur deux idées : l'idée de l'équité, de la justice et d'une répartition équitable, et l'idée qu'à l'avenir l'économie mondiale doit être délibérément orientée vers l'élimination de la misère, de la maladie et de l'ignorance si largement répandues aujourd'hui, vers le développement des secteurs qui en ont besoin et la lutte contre le gaspillage et le mauvais emploi des ressources de la terre.

9. Ce qu'il faudra à l'avenir, c'est réorganiser les structures et les priorités économiques et sociales de manière à satisfaire les besoins minimaux de l'homme en matière de nutrition, d'hygiène, de logement, d'éducation et d'habillement, accroître la production de denrées alimentaires et de biens essentiels, en particulier dans les pays en voie de développement, établir une nouvelle division internationale du travail dans la production industrielle, promouvoir l'indépendance et la croissance autonome des pays en voie de développement, modérer l'accroissement de la population, économiser les ressources rares et protéger l'environnement et l'équilibre écologique de la terre.

10. Ce programme exigera une utilisation plus rationnelle des ressources humaines et matérielles, la réorientation des capitaux disponibles, la mise au point et l'application de techniques appropriées, la modification des relations commerciales existantes et du système monétaire, ainsi que des adaptations et des réformes sociales à l'intérieur des pays. Le coût de ce programme, c'est-à-dire des transferts directs

de ressources, de la réglementation du commerce des produits de base et des mesures d'adaptation dans le secteur industriel, représente selon les estimations un faible pourcentage de la croissance future du PNB des pays industrialisés. Le prix qu'il faudra payer en inadéquation sociale, en bouleversements politiques et en instabilité économique, si les maux et les injustices dont le monde souffre à l'heure actuelle restent sans solution, doit également être pris en considération dans le calcul du coût du programme.

11. Bien entendu, il ne suffit pas d'injecter des capitaux ou d'appliquer des techniques pour transformer des sociétés passives et donner à des économies statiques le moyen de se développer indépendamment. L'accroissement effréné de la population, les inégalités sociales, les conceptions irrationnelles et les priorités erronées, dont on trouve un exemple dans le niveau excessif des dépenses militaires, sont également des obstacles au progrès économique et à l'émancipation sociale. Il n'est pas possible de mettre en évidence tel ou tel levier permettant de mettre en mouvement le processus complexe du développement économique et social. Et d'ailleurs, tout ne peut pas se faire au niveau international. Cependant, il faut inévitablement adopter une conception intégrée et, s'il y a un élément déterminant dans le processus, c'est la volonté politique des Etats de s'atteler à cette tâche.

12. Il faut reconnaître qu'il est important et difficile de mobiliser cette volonté politique. Les gouvernements sensibles aux aspirations de leur peuple ne peuvent méconnaître le fait que les gens ont tendance à s'occuper d'abord de leurs propres intérêts et problèmes immédiats. Cependant, il est du devoir des dirigeants d'avoir une vision plus élevée des choses sans laquelle il n'est pas possible d'aller au-delà des préoccupations du moment. Il faut s'efforcer de trouver une aide et une inspiration dans les institutions et les méthodes démocratiques des nations.

13. L'Organisation des Nations Unies n'est pas le parlement de l'humanité, mais une assemblée d'Etats souverains égaux seulement par leur indépendance au sens juridique. Les Membres de l'Organisation sont loin d'être égaux par la puissance économique, le poids politique et l'influence économique qu'ils possèdent. Ce qui aux yeux de certains est la dictature de la majorité apparaît à la majorité des petits pays faibles et pauvres du monde comme un effort pour améliorer leur position de négociation grâce à une action collective, comme cela se passe dans le mouvement syndical. De toute façon, l'histoire de l'ONU montre que, si la majorité d'hier se trouve aujourd'hui en minorité, la situation peut se modifier à nouveau si l'on trouve des possibilités d'action commune. La minorité a non seulement le droit mais le devoir de proposer des solutions de rechange.

14. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a adopté une Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, dont plusieurs éléments essentiels suscitent encore des divergences importantes entre les Etats Membres. Néanmoins, la manière dont les Etats Membres sont convenus d'adopter la Déclaration, c'est-à-dire par consensus, sans recourir au vote, a traduit le désir de tous de ne pas s'enfermer dans des formes et des modalités évocatrices d'affrontement et de division, et . . .

² Résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

de laisser la porte ouverte à la conciliation des divergences par la négociation et le dialogue. Il semble que l'on soit généralement d'accord pour que l'Assemblée générale examine à sa prochaine septième session extraordinaire un petit nombre de questions qui présentent une importance particulière et sur lesquelles il est urgent, et il apparaît possible, de s'entendre.

15. A sa septième session extraordinaire, l'Assemblée générale pourra seulement faire un premier pas vers l'instauration d'un nouvel ordre des choses. Le travail préparatoire fait jusqu'ici, tant par des voies officielles qu'au Comité préparatoire établi par le Conseil, raffermirait l'espoir qu'on parviendra, à la session extraordinaire, à réduire les divergences entre les Etats Membres et à jeter les bases d'une action commune. Pour le Président, les efforts de la session extraordinaire devraient seulement porter sur trois objectifs moyens, accessibles et précis, à savoir : définir les éléments et les secteurs sur lesquels des négociations peuvent être engagées, convenir des principes qui régiront les négociations et décider dans quelles instances, existantes ou à créer, seront menées les négociations.

16. Il ressort du rapport du Comité préparatoire sur sa deuxième session (E/5702) que le Conseil doit maintenant s'occuper lui-même des travaux concernant la préparation de sa session extraordinaire. Ce sera la tâche principale de la présente session. Le Président espère qu'on pourra entreprendre ces travaux au plus tôt en amorçant un processus de consultations officielles au sein de groupes représentatifs de tous les Membres de l'ONU. Le Conseil tirera grand profit de la contribution des Etats Membres de l'ONU qui ne sont pas membres du Conseil à l'heure actuelle mais qui désirent participer aux travaux préparatoires de la session extraordinaire. Le règlement intérieur du Conseil contient des dispositions à cet égard, et le Président demande à tous ceux qui désirent participer aux travaux de le faire savoir.

17. A cette présente session, le Conseil est également appelé à procéder à l'examen et l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement. La résolution 1911 (LVII) témoigne que les membres du Conseil souhaitent adopter une méthode intégrée et soigneusement équilibrée pour aborder cette question ainsi que celle du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international³ et des travaux préparatoires de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Pour examiner les points 9 (Examen et évaluation...) et 10 (Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale) de l'ordre du jour de sa présente session, le Comité économique tiendra certainement à suivre la même méthode. Dans la mesure où les travaux officiels ou officieux du Conseil en vue de la session extraordinaire seront fructueux, on pourra nourrir des espoirs en ce qui concerne l'issue de la session elle-même, laquelle aura à son tour des incidences considérables sur la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement et sur l'exécution du Programme d'action. Par conséquent, les membres du Conseil souhaiteront sans doute examiner avec soin la question de savoir comment, à quel moment et où il

serait préférable d'examiner le rapport du Comité de l'examen et de l'évaluation sur sa troisième session (E/5693).

18. Un grand nombre des questions à l'ordre du jour du Conseil sont liées à l'ensemble du processus de diplomatie parlementaire et de coopération multilatérale inhérent à la tenue de la session extraordinaire. Au titre du point 4 (Coopération régionale) par exemple, le Conseil passera en revue les travaux des cinq commissions régionales relatifs à la mise en œuvre de la Stratégie et du Programme d'action.

19. De même, le Conseil étudiera les activités relatives à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et du développement industriel, ainsi que les travaux effectués par les organisations compétentes, et notamment les résultats de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Au titre du point 15 (Activités opérationnelles pour le développement), le Conseil examinera, dans la perspective de la session extraordinaire, la place qui doit revenir à ces activités dans le cadre plus général de la coopération internationale. Le Conseil d'administration du PNUD a examiné cette question en priorité et ses rapports (E/5646 et E/5703) ont été soumis à l'examen du Conseil.

20. Le Conseil est saisi du premier rapport de la Commission des sociétés transnationales (E/5655 et Corr.1), du premier rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies (A/10031) et du rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (E/5725).

21. Aux termes de la Charte des Nations Unies, le Conseil devrait être l'organe central où sont formulées les politiques et prises les mesures internationales dans les domaines social et économique. Dans la réalité, il est loin d'en être ainsi. L'ensemble du système économique et social des Nations Unies souffre de nombreux défauts bien connus : discussions prolongées et rhétoriques, décisions insuffisamment mûries ou mal conçues, actions non coordonnées, doubles emplois et prolifération des organes subsidiaires. Tous ces défauts doivent être corrigés. Sur la demande de l'Assemblée générale [résolution 3343 (XXIX)], et pour préparer la septième session extraordinaire, un groupe de 25 experts indépendants a effectué une étude sur ce problème et formulé un certain nombre de propositions en vue de réformer et de refondre l'ensemble du système, des structures, des institutions et des procédures des Nations Unies. Le Président présume qu'au moment voulu et de la manière appropriée le Conseil souhaitera étudier les meilleurs moyens d'examiner et de transmettre à l'Assemblée générale l'étude établie par les experts (E/AC.62/9).

22. Le Conseil doit toutefois veiller à ne pas laisser les questions de forme et de procédure prendre le pas sur les fonctions et les objectifs. Sur le plan international, l'échec fondamental est qu'il n'a pas été possible de mobiliser la volonté politique des Etats au service d'objectifs communs. Qu'on le veuille ou non, un nouvel ordre des choses apparaît aujourd'hui en raison de l'interdépendance des problèmes mondiaux, de la diffusion accrue de la puissance économique entre les nations, du pluralisme croissant des sociétés et des nations, d'une nouvelle conception de l'intérêt de l'humanité qui transcende les frontières nationales et du pragmatisme de la pensée contemporaine. Il n'y a qu'une seule terre, et tous les hommes doivent unir leurs

³ Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

efforts pour en faire un lieu où tous puissent vivre. Le même intérêt bien compris qui incite les Etats à adopter des lois et des politiques visant à éliminer les injustices à l'intérieur de leurs frontières et à promouvoir le bien-être économique, social et culturel de tous leurs citoyens doit maintenant les amener à réexaminer leurs relations réciproques. Ce qui est nécessaire, c'est un sentiment renforcé de participation à un effort commun, de façon que le monde puisse progresser d'une manière pacifique et ordonnée profitable à l'humanité tout entière. Il faut utiliser les mécanismes du Conseil économique et social pour dégager un consensus politique, mais cette tâche ne sera pas accomplie en un seul jour. Le départ a été pris et, à la présente session, le Conseil aura l'occasion d'apporter une contribution importante à ce processus. Le Président a le ferme espoir qu'il sera fait bon usage de cette occasion.

Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

23. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rend hommage au Président du Conseil économique et social.

24. La cinquante-neuvième session du Conseil est particulièrement importante car elle se tient au moment où les relations économiques internationales sont en pleine évolution. Depuis 1971, des bouleversements considérables ont eu lieu dans les relations économiques et ont soumis la structure économique internationale à des pressions sans précédent; cependant, il s'est maintenant écoulé suffisamment de temps pour que l'on puisse envisager ces événements dans une perspective plus raisonnée.

25. S'il est maintenant un fait bien accepté, c'est que le développement et le bien-être de toutes les nations sont inextricablement liés et qu'il est impossible d'assurer la stabilité politique au milieu d'inégalités économiques et sociales flagrantes. Le besoin d'une action multilatérale pour résoudre les problèmes qui confrontent la communauté internationale est urgent et offre une occasion unique de créer les conditions d'une répartition plus équitable des avantages à travers le monde. Tel est le défi qui se pose au Conseil. Il sera le principal thème de la prochaine septième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura pour tâche d'évaluer les obstacles et les contraintes qui s'opposent à un nouvel ordre économique international, c'est-à-dire à un système de relations économiques mondiales fondé sur l'égalité et les intérêts communs de tous les pays. Les problèmes sont réels et, plus on tarde à s'y attaquer, plus ils deviennent difficiles, voire insurmontables. Compte tenu de ces réalités, et du fait reconnu de tous, que les problèmes globaux ne peuvent être résolus que par des efforts globaux, le rôle des Nations Unies comme instrument efficace de la coopération économique mondiale devient indispensable.

26. La communauté mondiale a été secouée par des événements économiques graves. Des perturbations successives des marchés monétaires dans le monde ont été suivies par un renversement brutal et soudain du courant monétaire mondial des nations consommatrices de pétrole vers les nations exportatrices de ce produit, un bouleversement dans le contrôle des liquidités en capital et de la puissance économique sans précédent dans sa rapidité et

son ampleur. Une conséquence de cette modification brutale des rapports économiques internationaux a été la survenance d'une série de troubles de la balance des paiements qui ont pris des proportions épidémiques. Leurs conséquences ont été les plus graves sur les pays en voie de développement qui ne sont pas producteurs de pétrole, qui ne possédaient que des réserves très faibles et qui, en même temps, devaient faire face à une réduction très forte des stocks de céréales. Non seulement les disettes ont entraîné des morts et de sérieuses souffrances dans de grands groupes de population, surtout en Asie du Sud et dans le Sahel africain, mais elles ont considérablement accentué les difficultés de balance des paiements de nombreux pays en voie de développement qui ont dû brusquement importer leur énergie et leurs denrées alimentaires à des prix plus élevés.

27. La sérieuse perturbation économique qui a suivi a menacé de paralyser la volonté qu'ont les membres de la communauté internationale de s'attaquer ensemble aux problèmes mondiaux et de les régler par un effort de coopération. Cependant, la coopération internationale ne s'est pas effondrée comme on aurait pu le craindre. Des consultations ont eu lieu, des mesures de crise ont été prises et les pires conséquences ont été évitées. Mais malgré ce qui a été accompli, la communauté mondiale ne doit pas perdre de vue le fait que les solutions élaborées ne sont que des mesures temporaires et que de nombreuses conditions inquiétantes persistent et nécessitent une action internationale.

28. Des rapports inquiétants signalent que de nombreux programmes publics, non seulement sont freinés, mais en fait se détériorent faute de fonds. Dans de nombreux pays, on réduit les services de santé et on ferme des écoles. Cette situation, qui affecte en particulier les secteurs les plus vulnérables de la population et notamment les enfants, doit être un sujet particulier de préoccupation.

29. Il reste encore beaucoup à faire pour alléger les problèmes immédiats de l'alimentation. Dans certaines régions, une situation de famine persiste et la malnutrition reste chronique dans de nombreuses parties du monde. En outre, la possibilité d'un retour brutal de déficits vivriers simultanés tels qu'il s'en produisit en 1972 ne peut pas être exclue tant que de nouvelles mesures correctives n'auront pas été prises. A ce sujet, deux mesures sont urgentes : l'exécution de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale (voir E/5587, chap. V, résolution XVII) et un effort international concerté pour aider les pays en voie de développement à relever leur production alimentaire. La Conférence mondiale de l'alimentation a adopté un bon cadre d'action (*ibid.*, chap. IV et VI). Il faut espérer qu'on ne perdra plus de temps pour passer aux mesures concrètes.

30. Les problèmes de balance des paiements des pays en voie de développement les plus gravement touchés sont une source permanente d'inquiétude. Récemment, leur situation s'est quelque peu améliorée grâce à une baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux, mais cette baisse a été contrebalancée par des déclinés simultanés et souvent plus considérables des cours des produits qu'ils exportent. En outre, le coût de la plupart de leurs autres

importations, notamment les engrais, les machines et le matériel, n'a pas diminué, et dans certains cas il s'est même élevé. Ces pays ont bénéficié d'une assistance bienvenue provenant de nombreuses sources, telles que les pays exportateurs de pétrole et l'UNEO. Ces mesures ont certes été utiles, mais la situation fondamentale, caractérisée par les paralysantes pénuries de devises, avec leurs effets néfastes sur les programmes de développement, n'en persiste pas moins.

31. Il n'y a malheureusement guère d'indices incitant à croire que les flux d'assistance seront suffisants pour apporter une solution aux problèmes. Bien qu'ils s'accroissent encore en valeur nominale, ces flux n'ont jamais atteint l'ampleur qu'on en espérait au cours de la dernière décennie. En moyenne, l'assistance publique au développement n'a pas atteint en 1974 la moitié du chiffre de 0,7 p. 100 du PNB des pays industriels développés. Il faut que cette tendance soit inversée. Le Secrétaire général s'associe au Président du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies nouvellement créé pour demander instamment à tous les pays, notamment aux pays développés et aux pays exportateurs de pétrole, de verser au Fonds aussi rapidement que possible des contributions appropriées. Il faut en outre multiplier les efforts pour faciliter et rendre plus accessible à un plus grand nombre de pays le réaménagement du calendrier de leur dette.

32. La situation économique sérieuse qui règne dans les pays développés à économie de marché est une autre source de préoccupation. Bien que certains indices laissent penser que le creux de la vague de récession pourrait bien avoir été atteint, plusieurs problèmes restent à résoudre, y compris ceux que posent le chômage et l'insuffisance des investissements. Dans un monde qui est devenu aussi interdépendant, un fléchissement économique important et prolongé ne saurait être limité au cadre de tel ou tel pays ou groupe de pays; il affecte inévitablement les possibilités d'exportation des pays en voie de développement, entrave les plans de développement et sape les efforts de coopération internationale.

33. En fin de compte, l'élimination de ces difficultés dépend en tout premier lieu de la volonté politique des gouvernements, que rien ne saurait remplacer; elle exigera de la part des pays Membres la volonté de se consulter, de discuter entre eux et d'élaborer des modalités d'action dans un climat de respect mutuel, de préoccupation partagée et de confiance réciproque. Ces derniers mois, il y a eu quelques signes encourageants qui semblent indiquer que l'on se rend dûment compte de ce fait essentiel. Le Secrétaire général pense en particulier aux négociations qui ont abouti à la Convention ACP-CEE de Lomé⁴, aux discussions qui ont eu lieu à la réunion des pays du Commonwealth et à la déclaration des ministres des pays membres de l'OCDE concernant les relations avec les pays en voie de développement⁵. Il y a eu quelques progrès vers des solutions plus équitables aux problèmes qui se posent

dans le domaine des produits de base. Enfin, les consultations entre pays en voie de développement, y compris la réunion qui doit se tenir à Lima au mois d'août 1975, présentent également une importance cruciale pour la réalisation de ces objectifs.

34. A la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, aucun effort ne devra être épargné pour compléter ces réalisations par des mesures concrètes, car si l'on veut réaffirmer les objectifs et l'utilité de l'Organisation des Nations Unies, il faut que la septième session extraordinaire aboutisse à des résultats concrets. Les discussions tant officielles qu'officieuses qui auront lieu au cours de la présente session du Conseil devront contribuer d'une manière appréciable à cette fin : il n'existe pas de meilleur moyen pour les Etats membres d'exprimer leur résolution de renforcer le rôle du Conseil.

35. La question de la capacité qu'a l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de son rôle particulier, qui est de promouvoir la coopération internationale sur les plans économique et social et d'harmoniser les actions des Etats, a été soulevée. Bien que personne ne doute que l'ONU ne soit un élément essentiel de la scène politique et économique mondiale, il faut reconnaître que, s'agissant d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes de coopération multilatérale, ses réalisations ont été limitées. Si le remède principal à cet état de choses réside bien dans la résolution des gouvernements, il faut absolument donner une vitalité nouvelle au système des Nations Unies après trente années d'existence, de manière à lui permettre d'apporter une contribution plus importante.

36. Le Groupe d'experts qui a récemment présenté son rapport intitulé "Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" (E/AC.62/9) mérite beaucoup d'éloges pour avoir entrepris le premier examen général du cadre institutionnel des Nations Unies depuis l'adoption de la Charte. Il est essentiel que les divers organismes intergouvernementaux intéressés et, en particulier, la session extraordinaire de l'Assemblée générale, prenant en considération les conseils d'experts disponibles, entreprennent les réformes qui sont indispensables tant à l'échelon intergouvernemental qu'à celui du Secrétariat pour que le système des Nations Unies soit pleinement capable de s'occuper d'une manière globale des problèmes que pose la coopération internationale.

37. Enfin, il faut mentionner une autre question importante dont le Conseil sera saisi à la présente session lorsqu'il examinera le rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (E/5725), tenue à Mexico, à laquelle le Secrétaire général a récemment assisté. Il suffit de jeter un regard circulaire autour de la salle de réunion du Conseil pour constater tout le chemin qui reste encore à parcourir avant que les femmes n'obtiennent une participation équitable aux relations internationales et économiques. Cette participation marquera non seulement la fin d'une discrimination indéfendable, mais assurera également l'utilisation plus complète d'un réservoir de capacité humaine qui est indispensable au développement économique et social de la communauté internationale.

⁴ Convention entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé le 28 février 1975.

⁵ Pour le texte, voir OCDE, communiqué de presse, PRESSE/A(75)21.

38. Le Secrétaire général est certain que tous les représentants présents s'efforceront d'assurer la réussite de cette cinquante-neuvième session du Conseil et de faciliter ainsi la tâche de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il leur adresse à tous ses meilleurs vœux de succès pour leurs travaux.

39. Le PRÉSIDENT remercie le Secrétaire général pour sa déclaration.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
(E/5865, E/L.1668)

40. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur l'ordre du jour provisoire (E/5685), tel qu'il a été adopté par le Conseil à sa cinquante-huitième session.

L'ordre du jour provisoire est adopté.

41. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur la note du Bureau (E/L.1668), qui traite de la répartition des points de l'ordre du jour et contient un projet de programme de travail. Si aucune objection n'est formulée, il considérera que le Conseil approuve l'organisation des travaux telle qu'elle figure dans ce document.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 30.

1954^e séance

Judi 3 juillet 1975, à 11 heures

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1954

Application de l'article 73 du règlement intérieur du Conseil économique et social

1. Le PRÉSIDENT fait savoir qu'il a reçu une lettre d'un mouvement de libération nationale reconnu par l'Assemblée générale des Nations Unies lui demandant, conformément à la résolution 3237 (XXIX), en date du 22 novembre 1974, de l'Assemblée générale, de participer sans droit de vote aux débats du Conseil économique et social sur toutes les questions qui présentent un intérêt particulier pour ce mouvement.

2. Il lui semble que la requête est conforme aux dispositions de l'article 73 du règlement intérieur qui a trait à la participation des mouvements de libération nationale. En l'absence d'objections, la requête serait donc acceptée.

Il en est ainsi décidé.

3. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) souligne que cette décision n'a pas été mise aux voix et déclare que sa délégation émet des réserves expresses à l'égard des invitations de cet ordre.

4. M. TARCICI (Yémen) estime que le Conseil vient de prendre une décision juste et équitable. Le représentant du Yémen souhaite la bienvenue, au nom de sa délégation et de celles de tous les pays arabes, à l'Organisation de libération de la Palestine.

5. Cette décision est prise en application de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1974, qui est intitulée "Statut d'observateur pour l'Organisation de libération de la Palestine" et qui renferme une clause selon laquelle l'Assemblée générale "considère que l'Organisation de libération de la Palestine a le droit de participer en tant qu'observateur aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales

convoquées sous les auspices d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies". La résolution est donc claire et précise et l'Organisation de libération de la Palestine a déjà pu siéger en qualité d'observateur à plusieurs conférences internationales, auxquelles elle a toujours participé avec compétence, dignité et responsabilité. On peut citer notamment la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire, la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, le Congrès météorologique mondial, l'Assemblée mondiale de la santé, ainsi que la Conférence internationale du Travail. Elle a également été invitée par la CEAO à participer, en qualité d'observateur permanent, aux réunions de cette commission.

6. Les pays du monde entier, surtout les quelque 100 pays qui ont voté pour l'adoption de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, sont satisfaits de cette participation. L'Organisation de libération de la Palestine jouera son rôle au Conseil avec la compétence et le sens des responsabilités dont elle a déjà témoigné dans les autres réunions et conférences.

7. M. CHANG Ping-tsien (Chine) dit que sa délégation approuve la décision du Conseil et qu'elle juge légitime d'inviter les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine à participer aux débats. La délégation chinoise est convaincue que ces représentants apporteront une contribution utile aux travaux du Conseil.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713)